

**LANGUE ET NATION**  
**EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE**  
**du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours\***

Actes du Colloque international de Lausanne, 21-23 septembre 1995,  
édités par Patrick SÉRIOT

Roger COMTET

L'ouvrage rassemble les actes du Colloque international « Langue et nation en Europe centrale du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours : une relation problématique », organisé à l'université de Lausanne les 21, 22 et 23 septembre 1995. Il semble ainsi faire écho à un autre ouvrage paru la même année et qui est intitulé *la Langue source de la nation : messianismes séculiers en Europe centrale et orientale (du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle)*<sup>1</sup> ainsi qu'au recueil *Über Muttersprachen und Vaterländer* paru en 1997<sup>2</sup>. Ce thème de la langue et de la nation est en effet d'actualité dans le contexte de la désintégration du système communiste à l'Est et de la résurgence, encore inimaginable pour nous il y a peu, de nationalismes qui paraissent relever du passé et qui se dissimulaient en fait derrière le moule uniformisateur du communisme. C'est ainsi que la chute du Rideau de fer a été suivie de la dislocation de l'ex-U.R.S.S., de la partition de la Tchécoslovaquie et de l'embrasement de la Yougoslavie ; et à chaque fois la revendication identitaire s'est appuyée sur la langue, au point que certains Croates et Bosniaques souhaitent désormais faire sortir leurs parlers du modèle unitaire serbo-croate. Dans cet Est de l'Europe, longtemps dominé par de grands empires, l'allemand, l'autrichien, l'ottoman, le russe, la langue est en effet un critère et un attribut essentiel de la nation ou de l'ethnie dans les représentations collectives ; pour donner un exemple, à première vue, en effet, comment définir les Slaves autrement que par la parenté de leurs différents parlers ? Le communisme n'a fait que renforcer l'adéquation entre langue et nation, Lénine définissant la nation nécessairement comme « un ensemble de territoires réunis au sein d'un État avec une population s'exprimant en une langue unique<sup>3</sup> ». Quant aux négociateurs des traités de 1918-1921 qui ont redessiné le visage de l'Europe, on sait qu'ils se

\* Lausanne, Institut de linguistique et des sciences du langage de l'université de Lausanne (*Cahiers de l'I.L.S.L.*, n° 8) – Paris, Université de Paris X-Nanterre, LINX, 1996, 358 p. (ISSN 1019-9446).

1. P. Caussat, D. Adamski, M. Crépon, éd., *la Langue source de la nation : messianismes séculiers en Europe centrale et orientale (du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle)*, Sprimont (Belgique), Mardaga, 1996, 539 p.

2. G. Hentschel, éd., *Über Muttersprachen und Vaterländer*, Frankfurt am Main – Berlin – New York – Paris – Wien, 1997. On peut également penser au livre récent de Daniel Baggioni, *Langues et nations en Europe*, Paris, Payot, 1997.

3. Lénine, « О праве наций на самоопределение » (1914), in *Полное собрание сочинений*, М., Gos. izd. političeskoj literatury, t. 25, 1961, p. 258.

sont bien souvent justifiés par des données linguistiques pour délimiter les différents États-nations. On notera ici qu'il n'est pas indifférent que ce colloque se soit tenu en Suisse, État-nation qui s'accommode parfaitement de la coexistence de plusieurs langues parlées et montre ainsi les limites de la conception unitaire État-territoire-langue. On relèvera enfin que cet ouvrage s'inscrit dans le mouvement actuel qui fait se pencher la linguistique, science relativement jeune, sur son histoire, ses présupposés et son épistémologie<sup>4</sup>.

Une introduction signée de P. Sériot, P. Caussat et Cl. Normand vient nous préciser les lignes directrices ainsi que les ambitions du recueil ; on a voulu avant tout confronter la perception du couple langue-nation chez des chercheurs « de l'Ouest » et « de l'Est » (sur les dix-neuf auteurs de communications, neuf peuvent être effectivement rattachés à cette dernière catégorie) ; la période envisagée va de l'ère de la « philosophie des Lumières » à aujourd'hui. Alors que chez les vieilles nations d'Europe occidentale (France, Espagne, Grande-Bretagne...) le problème linguistique paraissait dépassé, transcendé par l'universalisme des Lumières, l'idéologie romantique a établi un lien privilégié entre langue et nation chez tous ces peuples d'Europe centrale ou orientale occupés à construire ou reconstruire leur identité. Les A. notent qu'ici, entre Est et Ouest, l'Allemagne présente un cas particulier (ce qui, pensons-nous, pourrait expliquer son rôle d'intermédiaire obligé et privilégié entre les deux moitiés de l'Europe, l'occidentale et la continentale, au cours des siècles) : « Quant à l'Allemagne elle-même, elle semble occuper une place singulière dans l'Europe occidentale, qui la rapproche, par bien des aspects, de modes de pensée plutôt représentatifs de l'"Est". » (p. II).

Ainsi est présenté un recueil où les différentes contributions sont rangées par ordre alphabétique des noms d'auteurs ; nous allons les analyser en allant du général au particulier.

Plusieurs articles envisagent les données théoriques du problème, en nous transportant parfois, certes, un peu loin du cadre géographique retenu pour le recueil. C'est le cas de la communication de Sylvain Auroux, « Langue, État, nation : le modèle politique » (p. 1-19) ; l'A. montre comment en France a prévalu de longue date une conception contractualiste, politique de la langue, reposant sur le consentement individuel, et qui ne faisait que calquer la conception du droit et de l'État ; la langue n'était ainsi qu'une « réalité sociale susceptible des mêmes réformes et des mêmes interventions que toutes autres institutions » (p. 1). Cette conception a présidé à la notion d'« usage », on la retrouve dans les tentatives pour faire coïncider le sujet de la langue et celui de la grammaire générale, et dans les essais de planification linguistique démocratique de la Révolution. Mais avec Grimm la langue prend son autonomie, devenant un organisme doté de son propre dynamisme qui s'oppose à la volonté délibérée des hommes ; cependant la tradition française contractualiste va se retrouver encore chez les linguistes français de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le contractualisme linguistique n'est-il pas d'ailleurs le mieux adapté à l'Europe d'aujourd'hui ? « Le

4. Signalons l'existence de revues spécialisées comme *Histoire, épistémologie, langage* éditée par la Société d'histoire et d'épistémologie des sciences du langage et les Presses universitaires de Vincennes depuis 1979, ou *Historiographia linguistica* publiée à Amsterdam et Ottawa depuis 1973, ou encore *Geschichte der Sprachwissenschaft* publiée à Münster depuis 1991.

contractualisme a pour avantage de refuser que les réalités humaines soient simplement conçues comme un *ordre des choses*, c'est-à-dire comme des données. Dans l'Europe moderne, il est peut-être la seule solution d'avenir : il invite à penser l'État contre les nations, à penser la langue comme une institution et non comme un organe mental ou un bien national. » (p. 18). En somme, en prolongeant la réflexion de l'A., ce serait le *Contrat social* qui montrerait une fois de plus toute sa force et toute sa pertinence à deux siècles de distance.

Si la communication de Sylvain Auroux demeurerait centrée sur la France, celle de Pierre Caussat, « Déplacement et renouvellement du problème de l'imitation : migrations et greffes de formes dans le développement des cultures de l'Europe » (p. 31-56), privilégie le cas allemand (on se souvient que l'introduction de l'ouvrage rappelait déjà l'exemplarité et la spécificité de l'Allemagne dans le domaine géographique envisagé). Certes, le débat est ancien entre imitation et invention, prenant un relief particulier à la Renaissance, chacun se souvient encore du « remâchage » préconisé par Montaigne pour contrer la scolastique ; mais le problème devient central à l'époque moderne dans le domaine envisagé. L'A. montre effectivement comment l'Allemagne, de Leibnitz jusqu'à Fichte et Herder en passant par Winckelmann et bien d'autres, a servi de laboratoire d'idées qui a mis à la disposition des autres nations d'Europe centrale et orientale une doctrine émancipatrice extrêmement féconde. À travers tous les auteurs cités se dessine une ligne directrice qui mène à une libération progressive aussi bien vis-à-vis de la création divine (voir la parabole platonicienne des « trois lits ») que du modèle français, considéré de plus en plus comme mort et stérile ; dans cette démarche dialectique il s'agit dès lors non plus d'« imitation », de « traduction », mais d'« invention, face au déjà dit, d'un dire nouveau, aux résonances inouïes et, pour l'heure, insoupçonnables » (p. 48). Et c'est Fichte qui s'est fait l'apôtre de cette transcendance, invitant la nation allemande, à l'heure de l'humiliation nationale infligée par Napoléon, à exister en sa parole, sans attendre de disposer d'une structure d'État ; c'est ce message qui sera repris par Jan Kollař pour la nation tchèque-slovaque, par Mickiewicz pour la défense de la nation polonaise, par Mihai Eminescu pour la nation roumaine (p. 44). Et le flambeau sera repris par la Russie avec « son premier grand "prophète" I. Kireevskij, suivi de Čadaev, lequel réunit en sa personne à la fois la déploration extrême et l'annonce d'aurores éclatantes » (p. 37). Ce rapide résumé laisse de côté bien sûr la richesse d'un exposé nourri d'une très forte culture germanique et philosophique qui souligne les enjeux ontologiques et éthiques de l'imitation, à la fois dans l'absolu et dans un contexte historique et géographique particulier.

Un autre éclairage original sur les rapports généraux qu'entretiennent entre eux langue et nation nous est proposé par la contribution d'André-Marcel d'Ans, « Pas de langues, ni de territoires, ni d'ethnies chez les "primitifs" : une leçon d'anthropologie post-nationaliste » (p. 93-102) ; on peut parler ici d'une véritable leçon d'épistémologie anthropologique critique qui ne peut que nous rappeler à l'humilité face aux quelques vestiges de civilisations d'oralité dites « primitives » qui subsistent encore à la surface du globe. Ce n'est pas seulement l'ethnologie ou le discours nationaliste moderne qui postulent l'unité incontournable de la triade peuple-langue-territoire ; cette conception imprègne en fait toutes nos représentations au point qu'on la postule *a priori* aux origines

de l'humanité. L'ethnologie se doit de réagir là même où elle a péché car les observations de l'A. opérées chez les Indiens d'Amazonie, y compris dans le domaine linguistique, tendent à prouver que dans la pensée de ces « primitifs » les concepts de peuple, langue et territoire relèvent plutôt de ce que nous serions tentés d'appeler des « ensembles flous » et ne coïncident dans tous les cas que par accident, comme dans le microcosme du village ; c'est bien évidemment l'observateur étranger qui a déformé cette réalité en la contraignant à entrer dans le cadre de ses propres représentations et de ses propres fantasmes, en construisant ses propres objets d'observation ; car dans le jeu des enquêtes auprès des informateurs, les réponses sont le plus souvent déjà déterminées par les questions posées. Ainsi trouve-t-on là un nouveau cas de vision pseudo-scientifique délibérément faussée par le jeu de l'eurocentrisme : « [Le « sauvage »] vit si à l'aise dans un monde de différences omniprésentes et toujours négociables qu'il échappe par là-même [...] à cette implacable nécessité qui nous-mêmes nous contraint d'enserrer nos définitions dans une rigoureuse dialectique entre le Soi et l'Autre. » (p. 98). Ainsi est relativisée la relation entre langue et nation, ce qui montre les limites de la pensée nationaliste moderne avec son exclusivisme.

C'est au même genre de remise en cause radicale de l'obsession du discontinu dans l'adéquation posée entre langue et nation que procède Patrick Sériot dans sa contribution intitulée « La linguistique spontanée des traceurs de frontières » (p. 277-304). L'A. commence par nous rappeler la relativité des distinctions opérées par la nominalisation à partir de l'exemple linguistique classique des couleurs, opposant ainsi le continu au discontinu, l'homogène à l'hétérogène ; le domaine dialectal, par contre, nous offre un exemple d'association entre continu et hétérogène, c'est-à-dire de « graduel ». Comment à partir de là a-t-on pu traiter les langues-nations sur le mode du discontinu hétérogène, les distinguer, les énumérer ? Pour répondre à cette question, l'A. oppose deux conceptions fondamentales de la nation, la française et l'allemande ; avec la Révolution, le français est imposé comme langue de la Raison, comme moyen d'unification politique à l'ensemble de la communauté dans une optique contractualiste, sociale : « C'est l'État, c'est-à-dire une entité politique, qui donne naissance à la Nation. » (p. 280) ; au contraire, dans l'Allemagne romantique, on a exactement le contraire, conformément à une vision naturaliste où la Nation, l'ethnie (*Volk*), la langue, la communauté (*Gemeinschaft*) précèdent la naissance de l'État comme des données innées (p. 281). L'A. suggère ainsi que cette opposition sur la définition de la Nation constitue une différence fondamentale entre l'Europe occidentale et l'Europe centrale et orientale, Allemagne y compris ; il la retrouve ainsi dans l'histoire du marxisme avec la polémique ouverte jadis par les « austro-marxistes » qui voulaient réconcilier appartenance nationale et appartenance à la classe sociale (p. 282), il constate aussi que l'émergence des langues nationales en Europe de l'Est a été beaucoup plus volontariste et relève le malentendu qu'il y a à parler de l'influence de la Révolution française sur les mouvements de 1848 puisque ce n'était pas du tout le même « peuple » que l'on voulait alors émanciper. L'A. montre ensuite comment ce principe dévoyé du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a présidé de manière diffuse et implicite, selon une linguistique naïve (qu'il appelle *spontanée*) aux travaux du traité de Versailles ; la complexité du réel a été masquée sous l'illusoire simplicité de l'adéquation langue = nation, avec la nécessaire tra-

duction sur le terrain du discontinu qu'on postulait. Ici l'A. introduit une longue parenthèse pour donner d'autres exemples des aberrations auxquelles peut mener pareille conception ; c'est dans cet esprit qu'il analyse la carte de la future Europe proposée en 1961 par François Fontan, chef du Parti nationaliste occitan, porte-parole de l'*ethnicisme* en France (p. 285-287), une carte d'Europe récemment proposée par les instances officielles croates (p. 287), une autre émanant de la National Geographic Society en 1994 (*eod. loc.*) pour finir avec celle de Ratzel, chef de file de l'anthropogéographie germanique, parue en 1894 (p. 288). L'A. rappelle ensuite tous les problèmes épistémologiques posés par les différents recensements linguistiques, plébiscites ou nominations. Le péché originel de la conception naturaliste de la langue a été en effet aggravé par des considérations politiques ou nationalistes, comme dans l'ancienne Transleithanie, la Mazurie sous administration prussienne, la Macédoine ou chez les minorités linguistiques de Grèce. L'A. conclut à propos de l'indépendance nationale et des minorités que « ce n'est pas un problème à résoudre par une argumentation linguistique, à moins que l'on ne s'occupe de volontarisme linguistique, qui, lui, a fabriqué des coupures de façon, sinon artificielle, du moins politique » (p. 300). Il définit ensuite les postulats de la *linguistique spontanée* en leur opposant sa propre conception de la langue et de la nation : « Ce qui précède porte à penser, au contraire, que langues et nations sont des entités nominales, des objets de discours qui entrent dans des pratiques discursives. Le parcours de ces différentes pratiques peut faire l'objet d'une étude comparative fort instructive, susceptible de nous éclairer sur des enjeux pratiques parfaitement concrets. » (p. 301).

On trouve dans le recueil un deuxième groupe de contributions qui constituent des applications un peu hors normes de la thématique retenue. L'article d'Emmanuel Cattin, « Thomas Mann : la langue de l'exil » (p. 21-31), envisage le dilemme auquel fut confronté l'illustre écrivain lorsqu'il dut fuir le nazisme d'abord en Suisse puis aux États-Unis, devenant alors citoyen américain : devait-il continuer à écrire dans une langue récupérée par les nazis, langue « du *mensonge* et du *jargon* » (p. 23), ou adopter l'anglais ? Mann finit par considérer que « les Allemands ne peuvent se libérer eux-mêmes, parce qu'il n'y a jamais eu de liberté intérieure en Allemagne » (p. 30). L'écrivain est donc amené à conquérir cette liberté intérieure individuelle par le libre exercice de sa *Muttersprache*, en se dissociant ainsi de la nation allemande et en rompant de ce fait le postulat de l'unité de la langue et de la nation.

Il semble cohérent d'évoquer ici le texte d'Andrée Tabouret-Keller « Le mot *Volk* dans la presse à destination des maîtres d'écoles primaires des populations allemandes à l'étranger (*Auslandsdeutsche Volksschule*) entre 1890 et 1939 » (p. 329-347). L'A. commence par préciser qu'il s'agit des « colonies » allemandes en Europe centrale et orientale à l'époque (Roumanie, Bohême, Hongrie, Pologne, pays Baltes, Banat) qui se trouvaient souvent dans un environnement slave. L'A. relève entre autres l'importance du débat sur le statut, confessionnel ou public, de ces écoles ; elle note aussi les réticences vis-à-vis du bilinguisme, justifiées par des arguments pseudo-scientifiques (en fait par le mythe de la pureté), cependant que le droit des minorités à disposer d'un enseignement dans leur langue maternelle ne semblait concerner que les Allemands de l'étranger mais en aucune façon les Polonais dans la Prusse de Bismarck !

Les préoccupations nationalistes sont donc bien sûr omniprésentes dans la presse qui a été dépouillée et c'est dans cette optique que l'A. analyse l'emploi du mot *Volk* dans ses différents contextes sur toute la période retenue. Elle note ainsi un glissement qui fait qu'au critère linguistique définissant cette notion succède à partir de l'époque nazie le critère biologique fondé sur l'hérédité (car que faire des Juifs germanophones ?). Il y a donc eu rupture sur ce point de l'identité langue-nation ; on pourrait relever d'ailleurs que depuis cette époque le critère linguistique de la nationalité semble définitivement abandonné en Allemagne au profit du *jus sanguinis* (car sinon comment justifier le « retour » en Allemagne des Allemands de Russie dont la langue maternelle est le plus souvent désormais le russe ?...)

On ne peut que situer un peu à la marge la contribution d'Eni Puccinelli Orlandi « Le théâtre de l'identité : la parodie comme indice du mélange des langues » (p. 195-207) ; L'A. évoque des textes parodiques datés des années 1920 au Brésil et écrits dans ce « brésilien macaronique » qui associe le portugais brésilien et l'italien apporté par les émigrants transalpins dans la région de Sao Paulo ; ce discours est doublement orienté, nous révélant « l'image qu'a le Brésilien du portugais parlé par les immigrants italiens au Brésil » (p. 196) en même temps qu'il « est un discours dans lequel l'italien travaille son inscription à l'intérieur du portugais-brésilien » (p. 198). Plus qu'à une analyse dialectale ce discours se prête en fait à une analyse discursive qui révèle « des espaces d'indistinction où [le sujet] travaille et où il est travaillé par des ordres symboliques différents » (p. 200). L'A. conclut en rappelant l'histoire linguistique singulière du brésilien, formé à partir de la langue du colonisateur mais aussi des langues indiennes et des dialectes africains des esclaves déportés, ce qui lui permet d'affirmer que le rapport langue-nation n'est pas donné mais construit historiquement par les sujets qui parlent cette langue.

Le texte de Jean-Claude Chevalier, « Les linguistes français et les pays d'Europe de l'Est de 1918 à 1931 » (p. 57-74), nous ménage en quelque sorte une transition vers un dernier groupe de communications qui concerneront plus spécifiquement les différentes langues parlées dans l'espace est-européen. Dans cette communication extrêmement solide, nourrie des archives du ministère des Affaires étrangères, l'A. évoque les trois grands linguistes français de l'époque, présentés comme « trois monarques d'une personnalité écrasante » (p. 58) : Ferdinand Brunot, Antoine Meillet et Mario Roques. Et il montre comment ces trois personnalités ont été amenées à intervenir dans la reconstruction politique de l'Europe centrale et orientale en tant que linguistes à partir d'une stratégie cohérente qui combinait consultations techniques lors des traités de paix, missions à l'étranger, réseaux divers, sans oublier notre Institut d'études slaves duquel dépendaient désormais les instituts français créés à Prague en 1920 et à Varsovie en 1924 et qui servait donc de quartier général à une politique ambitieuse. Mais quelle était donc cette politique ? En analysant les écrits de l'époque l'A. montre que nos trois compatriotes défendaient une vision de la langue héritée du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la Révolution, une vision contractuelle et généralisante qui ne correspondait pas obligatoirement aux idéologies nationalistes à l'œuvre en Europe de l'Est... Meillet souhaitait des regroupements, déconseillait l'atomisation, discours sous lequel se lit la politique française de soutien à des États unitaires comme la Yougoslavie ou la Tchécoslovaquie. Mais

dès la fin des années 1920 se dessinent dans la linguistique européenne de nouveaux réseaux, de nouveaux courants, où la France passe au second rang, victime d'un système où la vie intellectuelle repose sur des individualités trop souvent rares et isolées.

Un troisième et dernier ensemble de contributions constitue en fait comme une suite de monographies consacrées aux différentes langues du domaine envisagé toujours selon la thématique générale langue-nation. Nous commencerons arbitrairement par examiner les langues non slaves avant de passer aux langues slaves majoritaires dans l'espace retenu, même si les problèmes qui se posent dans ces différents domaines demeurent identiques.

La contribution de Grigore Cincilei « Les notions de langue et nation roumaine à l'Est du Prut » (p. 75-92) nous invite à nous pencher sur la situation linguistique dans la république actuelle de Moldova, ex-Moldavie soviétique ; sans faire mystère de ses sentiments roumanophiles et non sans une certaine véhémence, l'A. y rappelle le débat actuel qui agite cette région : après un siècle et demi d'une pesante présence russe puis soviétique, convient-il que l'on s'y réclame de la langue et de la nation « roumaines » ? L'A. montre les enjeux géopolitiques qui se dissimulent sous ce débat avec les menaces de retour de l'ancienne puissance russe dans son « étranger proche » ; il conclut sur la dichotomie entre langue et société comme données inconscientes, subies par le sujet, et langue de référence et nation comme données conscientes : « [...] quand on veut détruire un peuple, on attaque à la fois sa langue et sa conscience nationale. » (p. 89). Même s'il ne se justifie guère sur le plan scientifique, le lien postulé entre langue et nation peut donc influencer sur la réalité.

L'attachante contribution de Zsuzsa Hetényi « La mentalité hongroise et la langue hongroise dans la théorie de Sándor Karácsony (1891-1952) » (p. 149-162) ressuscite l'apport au débat langue-nation d'un linguiste injustement oublié ; marqué par l'enseignement de Charles Bally suivi à Genève et par la linguistique psychoethnique de Wundt et Hermann Paul, pédagogue généreux œuvrant pour l'intercompréhension des peuples d'Europe centrale, Karácsony a souffert aussi bien du régime autoritaire qui régnait en Hongrie avant la guerre que du communisme. Toute son œuvre que nous résume l'A. vise à montrer à partir du cas hongrois le lien qui unit langue et nation ; c'est ainsi que la structure même du hongrois spontané, parlé par le peuple, qui est longuement analysée implique une vision du monde particulière (le parallèle s'imposerait ici avec la célèbre hypothèse de Whorf-Sapir), à la fois « primitive et objective » (p. 152). Cette vision imprègne toute la culture populaire : « [...] la langue est la base qui fait naître le folklore, la culture, qui forme la communauté et donc la nation. » (p. 160). Mais la langue des élites, de la « sophocratie » (p. 151), est par contre décalquée du latin et de l'allemand, ce qui a entraîné en Hongrie un état de quasi-diglossie ; il a manqué à ce pays une classe moyenne qui aurait fait la synthèse de l'européisme associé à la classe intellectuelle et de l'asiatisme associé au peuple. L'A. insiste ainsi en conclusion sur le message d'ouverture et de tolérance sous-jacent à une vision qui prône le syncrétisme et où la nation s'ouvre à quiconque en adopte la langue et la culture, témoin l'illustre Petöfi né d'un père serbe et d'une mère slovaque.

Le texte de Mati Hint, « Le rôle de la perte et du maintien de la langue pour la conscience nationale » (p. 163-176), évoque le cas de l'Estonie ; l'A.

remarque que le processus de formation des nations a été historiquement retardé à l'est de l'Europe par rapport à l'Ouest, ce qui est ainsi explicité : « [...] dans les deux cas, la langue nationale et la culture de cette langue ont joué un rôle crucial dans la formation de la nation. Ce qui est différent, dans le cas des jeunes nations, est la mémoire vive de l'importance de la langue maternelle. » (p. 164). L'A. montre ainsi en pratique que la culture de la langue, l'alphabétisation, le culte du livre dans la tradition luthérienne, le « nationalisme culturel » (p. 171) en quelque sorte, ont joué un rôle identitaire essentiel pour le maintien miraculeux de la nation estonienne face aux puissants voisins allemand et russe. Le moindre des paradoxes n'est pas que ce soit du romantisme allemand avec Herder que soit venu le signal initial de l'éveil de l'idée nationale chez les Baltes. Des preuves *a contrario* du pouvoir de la langue en seraient les politiques de censure et de destruction des ouvrages écrits en estonien par l'occupant nazi et russe ; ou la faiblesse du nationalisme ukrainien handicapé par une édition réduite dans la langue nationale. Dans cette optique la langue permet donc à la nation de s'affirmer et de résister à l'assimilation.

Shimon Markish nous propose un texte intitulé « La “querelle des langues”, une querelle sur les langues (d'après la presse juive d'expression russe, autour de 1910) » (p. 177-194). Il s'agit bien sûr du débat né en Russie après les années 1870 au sein de l'intelligentsia juive russe sur le choix de l'hébreu ou du yiddisch comme langue nationale du peuple juif. L'A. montre qu'en fait la langue russe était également en lice ; il expose longuement les arguments de chacun des camps en présence et montre comment le choix de l'une des langues impliquait une vision de la nationalité précise : restrictive et sioniste chez les partisans de l'hébreu, populiste et démocratique chez ceux du yiddish, mondialiste, pluri-culturelle et ouverte chez ceux du russe. Mais les hébraïstes et les yiddischistes se rejoignaient au moins sur un point : il s'agissait de la langue comme moyen de résister à l'assimilation, comme expression de la nationalité.

La contribution de Miço Samara « Le problème de la langue et de la nation albanaises » (p. 261-276) nous expose en fait avec un luxe de détails l'histoire de la renaissance nationale albanaise depuis le XIX<sup>e</sup> siècle allant de pair avec l'élaboration progressive jusqu'à l'époque du communisme d'une langue normée ; l'A. rappelle que les Albanais de l'étranger au Kosovo et en Macédoine sont aussi partie prenante de ce travail sur une langue standard, mais il aurait pu insister quand il évoque l'époque communiste sur la signification politique du choix fait alors en faveur des dialectes toskes pour fonder la norme<sup>5</sup>.

Nous examinerons pour terminer les cinq contributions qui traitent des langues slaves. La première qui se présente dans le recueil est celle de Bohumila Ferenčuhová, « La langue et la nation : le cas slovaque » (p. 103-122) ; il s'agit d'un texte touffu, érudit, qui retrace en fait toute l'histoire de la nation slovaque qui s'est affirmée contre les Hongrois puis contre les Tchèques ; l'affirmation de la spécificité slovaque a été nourrie de celle de la langue, de sa « codification » (p. 119), la revendication linguistique est présente dans tous les programmes nationaux qui se sont succédé ; à noter que, au moins au XIX<sup>e</sup> siècle, la minorité protestante a joué un rôle d'entraînement important dans cette revendication.

5. Voir A. Pipa, « Géopolitique de la langue albanaise », in : M. Roux, éd., *Nation, État et territoire en Europe de l'Est et en U.R.S.S.*, Paris, l'Harmattan, 1992, p. 77-91.

Paul Garde examine ce qu'il est encore convenu en général d'appeler « serbo-croate » dans sa contribution intitulée « Langue et nation : le cas serbe, croate et bosniaque » (p. 123-148) ; il commence par bien distinguer la réalité linguistique qui est celle des dialectes, du « diasystème », et les constructions *a posteriori* des langues « standard » ; il note l'existence sur le territoire de l'ex-Yougoslavie d'un continuum dialectal, d'un diasystème unique, dont les ramifications se moquent des distinctions nationales et il insiste comme Patrick Sériot sur la nécessité de distinguer le domaine dialectal qui est celui du continu et celui des langues standard qui est celui du discontinu : « On peut donc compter les standards, on ne peut pas compter les diasystèmes. » (p. 126). C'est à partir de là que l'A. trace l'histoire des standards dans le domaine envisagé en montrant que leur définition a été socio-linguistique et non « naturelle », à partir d'un matériel dialectal recomposé pour les besoins de la cause, et qu'elle n'a cessé d'évoluer jusqu'aux débats actuels faussés par le nationalisme où l'on voit même émerger le concept de « bosnien ». Il est intéressant de suivre la dialectique de ce mouvement, par exemple chez les Croates où l'affirmation nationale linguistique se fait d'abord contre l'allemand et le hongrois, auxquels on oppose l'union linguistique avec le serbe comme antidote, avant que, dans la désillusion, on ne s'oppose à ce même serbe. Le désir des peuples de constituer une nation est légitime, mais ses justifications linguistiques pseudo-scientifiques sont d'une autre nature. L'A. souhaite en conclusion que l'on trouve pour le diasystème unique qui perdure un terme scientifique aussi précis que consensuel.

Ljubomir Popović envisage quant à lui « Deux approches idéologiques de la vernacularisation de la langue littéraire chez les Serbes à la fin du XVIII<sup>e</sup> et dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècles » (p. 209-240). Il s'agit en fait des projets concurrents de normalisation et d'écriture du serbe chez Dositej Obradović puis Vuk Karadžić, replacés dans leur contexte historique. L'A. montre à quel point ces projets linguistiques dépendaient en fait d'une vision politique ; Dositej se proposait avant tout de refonder le serbe à partir d'une fusion de la langue érudite et de la langue du peuple qui aurait permis à celui-ci d'accéder aux Lumières. À cette conception utilitaire et européiste s'est opposé le projet de Vuk, inspiré des théories romantiques de Herder et Kopitar ; ici, « la langue populaire est le plus grand trésor d'un peuple et la garantie de sa survie » (p. 223), on attribue à la langue ethnique une « valeur symbolique » (p. 226), « c'est la langue qui authentifie la nation et, par conséquent, il faut qu'elle soit authentique et pure » (p. 227) ; Vuk a donc fondé la langue nationale serbe sur la langue des « Serbes qui vivent à la campagne loin des villes » (p. 219), vision rousseauïste s'il en est, en l'authentifiant par le corpus littéraire oral des chants populaires. Et, pour l'orthographe, il a suivi la maxime de simplicité d'Adelung (« Écris comme tu parles ! ») en adoptant la solution phonétique. On voit donc bien là que, pour lui, la langue était un « trésor » donné qu'il suffisait de recueillir précieusement chez le peuple et d'enregistrer pour en faire la langue nationale indissociable de la nation (au point que Vuk, aussi bien d'ailleurs que Dositej, ignore les différences entre Serbes et Croates). Et c'est ainsi que la langue mise à jour vient authentifier la nation. Était-il cependant nécessaire d'ajouter à ces analyses un appendice dithyrambique intitulé « La légende de Vuk » ? On y apprend que son alphabet est « le plus parfait du monde » (p. 238), qu'il est

« l'incarnation de la civilisation patriarcale serbe et de son esprit indomptable » (*eod. loc.*). Il va de soi que pareilles affirmations n'ajoutent rien aux mérites de l'éminent linguiste que fut Vuk Karadžić.

Une troisième contribution de Dubravko Škiljan concerne encore le serbo-croate : « La langue entre symboles et signes : le cas du serbo-croate » (p. 305-328). On a ici un point de vue équilibré qui tente de rendre compte de tous les avatars des politiques linguistiques menées chez les Slaves du Sud par la mise en œuvre de deux concepts opératoires ; l'A. distingue ainsi dans le domaine langagier l'« espace symbolique » (la langue comme expression symbolique des liens qui unissent les locuteurs d'une langue donnée) et l'« espace communicatif » (p. 306) (la langue comme moyen de communication). Ces prémisses posées, l'A. nous retrace en un exposé touffu l'histoire des langues dans le domaine retenu, il y démontre la continuelle interaction des deux niveaux, symbolique et communicatif, avant d'en arriver à l'époque actuelle qui voit le triomphe du niveau symbolique dans la différenciation voulue des langues. En conclusion, il se demande si l'espace communicatif a jamais été vraiment intégré chez les Slaves du Sud, ce qui permettrait aux facteurs symboliques de différenciation de fonctionner désormais pleinement ; la volonté politique de différenciation nationale prend donc appui sur la langue, et comme les différences au sein du serbo-croate standard apparaissent bien limitées, on s'en remettrait au sentiment des locuteurs vis-à-vis de leur idiome : « S'ils le perçoivent comme une langue séparée et comme symbole de leur identité nationale ou culturelle, ce fait doit être reconnu comme une réalité linguistique. » (p. 127).

La thématique est différente chez Jadwiga Puzynina, « La nation et la langue dans la pensée polonaise des trois derniers siècles » (p. 241-260), puisque le polonais, à l'instar du tchèque, a été codifié bien avant le XIX<sup>e</sup> siècle ; il ne s'agissait pas ici de codification, de formation, mais bien plutôt de maintien après que la nation polonaise eut été dépecée par les trois empires centraux. De plus, aussi bien avant les partages qu'entre les deux guerres, la Pologne a constitué un État pluriethnique, plurilinguistique (minorités ukrainienne, juive, allemande, lituanienne...), ce qui y a un peu brouillé le rapport langue-nation. Au Siècle des lumières, par ailleurs, l'aristocratie prétendait constituer à elle seule la « nation » qui ne regroupait donc pas l'ensemble des polonophones. Mais, à compter des partages, la langue devient partie intégrante du combat national, une marque patriotique aussi importante que la culture ou le catholicisme ; au XIX<sup>e</sup> siècle, on s'emploie à sauvegarder l'unité de cette langue, attribut de la nation, qui est menacée par l'éclatement de la Pologne ; on réagit contre les influences étrangères qui s'exercent sur elles, venant de l'allemand ou du français ; cette tradition perdue à l'époque contemporaine, avec un mouvement qui, à l'époque du communisme, a lutté contre la « langue de bois » sentie comme aliénation de l'identité nationale. Et les linguistes polonais actuels semblent se partager entre les fonctionnalistes, influencés par le structuralisme, pour qui la langue est avant tout un instrument de communication, et ceux pour qui c'est un élément d'identification fondamental dans la culture nationale ; ces puristes luttent par exemple contre les emprunts anglo-américains, contre la culture de masse, perpétuant ainsi en plein XX<sup>e</sup> siècle le message romantique de Herder et Humboldt (p. 256).

Il nous reste à examiner une dernière étude, celle de Jindřich Tóman, « The question of linguistic nationalism in medieval Bohemia » (p. 349-356), qui déborde le cadre chronologique fixé au recueil. L'A. analyse la *Chronique du dit de Dalimil* datée de l'an 1314, texte original rimé et demeuré anonyme (on l'attribuait traditionnellement au moine Dalimil Meziříčský qui vivait à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle) ; on met généralement en relief l'inspiration patriotique anti-germanique du texte, mais, à propos de deux épisodes, l'A. relativise cette orientation. Ainsi dans le passage où le prince épouse une simple paysanne tchèque, et non une princesse allemande car, selon lui, elle apprendrait l'allemand à ses enfants : en analysant le contexte de l'époque, l'A. suggère qu'il ne s'agit pas ici d'une revendication nationaliste unitaire mais bien plutôt de la défense par la noblesse tchèque de ses privilèges menacés par les nouveaux venus allemands. Dans un second passage on voit la princesse Libuše céder aux instances de ses sujets et accepter de prendre époux, mais à condition que ce soit un Tchèque ; car si elle épousait un prince étranger le *jazyk* des Tchèques ne durerait pas longtemps et ce prince distribuerait leurs villages à des compatriotes partageant le même *jazyk*, la conclusion étant que « là où il y a un seul *jazyk*, la gloire de celui-ci l'emporte » (p. 354). Mais qu'exprime ici ce mot de *jazyk* ? Comme le savent bien ceux qui fréquentent les textes vieux-slave (et vieux-russe), ce vocable polysémique désigne plus souvent à cette époque la nation, le groupe que la langue ; de plus, dans le texte médiéval, on trouve précisément pour se référer à la « langue » le mot *řěč*. Ainsi, en dépit de son côté séduisant, la revendication nationale linguistique est visiblement anachronique dans le Moyen Âge tchèque.

Il nous paraît en conclusion que ce remarquable recueil constitue un événement dans les études est-européennes, il contribue à nous éclairer sur les enjeux portés à l'heure actuelle par la langue dans le domaine envisagé, particulièrement complexe et méconnu en France et il nous en livre tout l'arrière-plan culturel, historique et géopolitique ; il constitue ainsi une sorte d'état des lieux riche d'information, un panorama auquel il ne manque guère que le bulgare pour être complet. En même temps, il nous offre une réflexion épistémologique qui invite clairement le linguiste occidental à prendre du recul vis-à-vis de son objet d'études qui ne peut être dans tous les cas qu'une construction, et non un objet postulé et préexistant à la recherche. De ce point de vue, le lien établi entre langue et nation ne peut être qu'un artefact. Mais cette opinion est loin d'être partagée par les chercheurs venus d'Europe centrale et orientale pour qui langue et nation sont liés *a priori* ; et où l'on découvre, ô surprise, que l'Allemagne appartient à ce courant de pensée, lui ayant fourni à l'époque romantique (Herder, Fichte...) tradition et théorie. Ainsi voit-on s'opposer dans l'Europe d'aujourd'hui des traditions nationales ouvertes, dans la ligne de l'*Aufklärung*, et des traditions nationales fermées et exclusives, prêtes à tirer parti de toute marque distinctive, y compris dans la langue. On peut ainsi se demander s'il y a eu véritablement synthèse des points de vue exprimés au cours de cette rencontre, mais le simple fait que tous aient pu dialoguer est déjà on ne peut plus positif. Une seule petite critique pour terminer : les limites retenues pour l'espace géographique envisagé, le *topos* où évoluent *demos* ou *ethnos* auraient gagné à être justifiées avec plus de rigueur et non présentées comme allant de soi<sup>6</sup>.

6. Voir par exemple J. Le Rider, *la Mitteleuropa*, Paris, P.U.F., 1994, p. 3-13. (Que sais-je ?, n° 2846)

\*  
\* \* \*

Claude KARNOUOH

Voilà publiés les actes d'un colloque qui viennent à point nommé au moment où la chute des régimes communistes en Europe centrale et orientale, baltique et balkanique, a réactualisé, ravivé, des conflits anciens entre des peuples, des peuples-nations, des États-nations qui pendant quarante-cinq ans avaient couvé sous la cendre de la Pax Sovietica garantie par le partage de Yalta. Quelques mois, un an, deux ou trois ans après l'implosion du pouvoir communiste, l'Europe orientale, l'Europe balkanique a retrouvé un découpage politique qui s'apparente au dessin des frontières de l'entre-deux-guerres, voire parfois à celui d'avant la Première Guerre mondiale. Aussi, avant toute autre considération, devrait-on méditer sur le gâchis humain qui, après deux terrifiantes guerres mondiales, nous reconduit quatre-vingts ans en arrière.

Sous la férule communiste les langues nationales, les langues officielles, les langues reconnues, les multiples dialectes et parlers avaient fait l'objet de travaux plus ou moins savants, et, dans les zones sensibles, comme dans l'ex-Yougoslavie, dans l'ex-Tchécoslovaquie ou en Moldavie ex-soviétique, elles constituaient un objet « scientifique » qui dissimulait mal des enjeux éminemment politiques eux-mêmes hérités de la période précédente. Cela est parfaitement explicité par la synthèse introductive de Patrick Sériot, Pierre Caussat et Claudine Normand. Ce colloque a donc cherché à remettre dans sa perspective diachronique une antinomie qui partage l'Europe depuis deux siècles, depuis son avènement à la modernité politique, et qui a servi et sert encore d'argument à des conflits souvent tragiques. Il s'agit du paradigme fondateur opposant, d'un côté, le peuple-nation comme entité *a priori* politique et, de l'autre, le peuple-nation comme entité *a priori* culturelle et linguistique. Opposition emblématisée par la pensée allemande partagée entre l'*Aufklärung* et le romantisme et qui dès son origine s'est incarnée dans l'œuvre de Fichte, entre le jeune philosophe qui pense la Révolution française dans la positivité d'un nouveau contrat social (*Beiträge zur Berichtigung der Urteile des Publikums über die französische Revolution*, Leipzig, Reclams Universal-Bibliothek, 1957), pour ensuite la renier et mettre en avant le peuple allemand et sa langue comme synthèse accomplie de l'Humanité dans ses *Reden an die Deutsche Nation* (Leipzig, Neudruck, 1919). Opposition qui traduit d'abord l'admiration du modèle politique français (dit jacobin) où la langue sert la politique et à laquelle tous doivent se soumettre, puis, à la suite de l'occupation française de la majorité des territoires allemands et son cortège d'injustices, la « découverte » de l'impérialisme de cette politique qui, au bout du compte, arase toute différence culturelle, si bien que l'idéal de la liberté fichtéenne se transposera au plan linguistique. Opération visant à redonner aux élites intellectuelles et à la bourgeoisie allemande les armes d'un combat qui, face à l'Empire français, n'a plus de moyens politiques autonomes.

Aujourd'hui, force nous est de constater que ce conflit initial n'a guère changé en son essence. Ce sont, d'une manière générale, les leçons que l'on peut tirer de la plupart des textes de ce colloque. Au fil des contributions on voit réapparaître et se déployer l'opposition entre la notion d'une langue-nation de

type contractuel (nouvelle version du contrat social, mais aussi de son inclination impérialiste) et la naturalisation du couple langue-nation ; opposition qui recouvre sans le modifier fondamentalement l'ancien clivage Lumières-romantisme.

Or, ce qui me semble avoir été omis par les participants venus de l'Est, et qui n'a pas été relevé par ceux venus de l'Ouest (peut-être par courtoisie), c'est qu'en Europe, les nations culturelles et linguistiques, dès lors qu'elles obtinrent le pouvoir politique en s'opposant soit aux empires soit à un État-nation peuplé de puissantes minorités, n'eurent de cesse que de vouloir imposer à tous, et d'une manière fort jacobine, la langue qui venait d'acquérir le statut de langue d'État. C'est, me semble-t-il, l'originalité de cet espace européen que d'avoir réalisé un syncrétisme culturalo-politique entre les deux sources de la pensée politique et culturelle occidentale. Usant successivement de l'une ou de l'autre, ou simultanément de l'une et de l'autre selon des circonstances politiques concrètes, les élites avançaient les arguments linguistiques fichtéens quand une nationalité se trouvait soumise à un pouvoir souverain parlant une autre langue ou les arguments jacobins lorsqu'après avoir acquis son indépendance elle voulait soumettre ses propres minorités. Cette double série d'arguments, devenue la loi fondatrice de l'État-ethnie-nation, permettait encore d'intégrer à la modernité étatique (c'est-à-dire dans une seule langue) la paysannerie ; enfin, lorsque l'État cherchait à arrondir son territoire, la même double argumentation légitimait la souveraineté politique sur des populations voisines parlant des dialectes apparentés. C'est pourquoi les luttes culturalo-politiques qui ont mu les peuples majoritaires et minoritaires des États successeurs participent de valeurs transcendantes identiques et, de ce fait, leurs conflits ressortissent plus à une guerre civile généralisée qu'à un affrontement entre civilisations aux fondements métaphysiques antinomiques. En bref, pour paraphraser la pensée grecque antique, il n'y a plus de barbares d'un côté et l'Homme vrai dans la plénitude de son humanité de l'autre, car tout le monde parle avec les mêmes « dieux ». C'est peut-être la raison qui conduit les nationalismes racistes modernes à extraire de l'humanité l'ennemi désigné ; en effet, ne pas le faire entraînerait les hommes à tuer, en toute conscience, des frères identiques à eux-mêmes, en quelque sorte des jumeaux. Vieille thématique que la Bible tenta de résoudre allégoriquement.

Si j'ai insisté sur cette identité métaphysique c'est parce qu'une communication nous parle d'un monde totalement éloigné de nos climats. Il s'agit du texte d'André-Marcel d'Ans qui propose les prémisses d'une anthropologie postnationaliste en commençant par déconstruire les postulats nationalistes qui fonderaient les catégories analytiques de l'ethnologie et de l'anthropologie : d'une part, la notion d'ethnie et son identité dans une langue et, de l'autre, l'entité indissociable entre un territoire et une langue. Si je ne peux adhérer à ses conclusions les plus radicales attachées à la « dispersion » du rapport groupes sociaux / langues chez les peuples « primitifs », il n'empêche, le texte de d'Ans met en lumière l'irréductible ethnocentrisme qui a dirigé l'ethnologie et l'anthropologie depuis que ces deux domaines du savoir occidental se sont érigés en sciences humaines dans le champ général de la volonté du savoir scientifique, obtenant ainsi une reconnaissance et une légitimité qui leur permirent de participer au déploiement de la scientificité elle-même. Or, que nous dit d'Ans ? Dans la langue même des « sauvages » (ici des Indiens

d'Amazonie) la notion d'altérité n'a rien à voir avec celle qui meut toute la pensée occidentale, à tout le moins celle qui domine depuis la naissance de la philosophie moderne, précisément celle qui permettra l'éploiement de la science, la philosophie du sujet, celle de la certitude d'un « cogito s'auto-cogitant » pour reprendre une expression bienvenue de Gérard Granel, et qui n'est plus la posture de l'Homme grec socratique, tendu vers la quête méditative d'une vision éprouvée dans la contemplation de l'esprit (*théoria*). Les « sauvages » entendent le monde comme une successions « de subtiles transitions entre un "autre" semblable, et puis d'autres "autres", de moins en moins semblables, jusqu'aux frontières, mythiquement conjecturales, qui démarquent plus ou moins, mais sans jamais totalement les séparer, l'humain et le non-humain, le naturel et le surnaturel... ». N'est-il point là une illustration, certes tardive, de l'Iliade, du monde que nous, Occidentaux, avons définitivement perdu, et ce précisément parce que dès le néoplatonisme, le monde tourne de plus en plus autour de l'homme comme référent central et ultime, fût-il le contemplateur de l'*Idea* derrière les choses ou, un peu plus tard, celui que le Dieu trinitaire désigna comme son élu parmi tous les Étants. Il n'est là que la fin du dialogue avec les dieux dont, en diverses manières, nous portons le deuil depuis la naissance de la philosophie et que l'art occidental a illustré de ses somptueuses allégories. Pour lors, on comprend pourquoi les « sauvages » ne peuvent, comme l'écrit d'Ans, « s'épanouir que dans une conception poreuse de Soi, qui exclut l'émergence du Sujet, éliminant par le fait même la possibilité de la Raison ». En tirer la leçon, c'est affirmer que l'ethnologie et l'anthropologie ont toujours plus parlé de nous, Occidentaux, que des « sauvages »<sup>7</sup>. L'anthropologie, que peut-elle entendre du « sauvage » ? Bien peu de choses, car, pour reprendre les mots mêmes de l'A. elle se résumerait « à une *fiction auto-réalisante* alimentant en "preuves" cette idéologie qui à la fois sous-tend le culturalisme, la conception de la langue en tant que facteur décisif d'identité et enfin le nationalisme ainsi que toute forme d'irrédentisme en général ». Ce serait donc bien les études anthropologiques de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle qui auraient fourni aux élites des pays décolonisés les instruments des nationalismes exacerbés dont nous connaissons les ravages humains présents. Ainsi, sous prétexte de mieux faire connaître le « sauvage », l'ethnologie a donné aux peuples nouvellement indépendants après des décennies de colonisation les armes spirituelles d'une européanisation. Or, qui dit européanisation ne peut échapper à cet accouchement sanglant du moderne dont, un temps, l'État-nation dans sa langue fut le moyen et la fin. Demeure une interrogation que l'A. omet, à savoir si l'État-nation n'est pas une étape inévitable dans l'accession au moderne, et si ce qui nous choque aujourd'hui dans les soubresauts mortifères des jeunes États n'est rien moins qu'une autre manière d'être ethnocentrique. Ayant dépassé cette étape et oublieux de notre propre passé, nous nous révélons incapables de penser véritablement ce qui advient aux autres qui nous imitent. Or, ce ne peut être qu'en pensant radicalement notre propre passé que l'on

7. On peut simplement s'étonner que l'auteur omette que cette approche a été pour la première fois explicitée par Remo Guidieri dans deux ouvrages, *la Route des morts*, Paris, Seuil, 1980, et *l'Abondance de pauvres*, Paris, Seuil, 1984. J'ai moi-même repris cette problématique en m'attachant plus précisément au rôle ontologique de la traduction dans la genèse du discours anthropologique. Cf. Cl. Karnoouh, *Adieu à la différence*, Paris, Arcantère, 1993.

pourrait peut-être intervenir efficacement pour tenter de tempérer ces bouffées de nationalisme macabre.

En Europe centrale et orientale, avant l'émergence de l'entité univoque peuple-nation-langue-territoire, les témoignages des voyageurs qu'on oublie trop souvent, ne nous parlent pas de cette identité. Ainsi, des élites aristocratiques pouvaient s'exprimer en plusieurs langues selon les circonstances, sans perdre pour autant leur identité nobiliaire, tandis que le peuple, de fait le peuple des paysans et des artisans, avait aussi à sa disposition plusieurs langues, sans pour autant renier un fort sentiment d'appartenance à un terroir, à une *Heimat* où une langue, la langue maternelle, la langue du culte divin, prédominait toujours sans ressentiment aucun pour les autres.

Ces textes nous rappellent, une fois encore, combien l'esprit de la science invente des connexions artificielles qui peu à peu deviennent des réalités parce que les forces essentielles qui engendrent et déploient le moderne impliquent l'unification nécessaire à la rationalisation propre à la science, aux techniques, à la production, au travail industriel. Aujourd'hui, le processus s'est accéléré au point que certains craignent de voir une sorte de sabir anglo-américain finir par dominer tous les échanges internationaux. Espérons que ceux qui défendent légitimement les diverses langues qui participent à l'« arc-en-ciel des cultures humaines » dont parlait Claude Lévi-Strauss, ne seront pas pris au piège de leurs bonnes intentions. Car il ne sera guère suffisant de voir les mêmes feuillets américains, ici et là, doublés en croate, serbe, albanais, estonien, bantou, cinghalais, etc., pour échapper à l'uniformisation généralisée, et les argumentations des linguistes n'ont malheureusement jamais réussi à construire des lignes de résistance. Depuis notre antiquité la plus reculée, nous savons que seuls les poètes savent donner à la langue la force d'une parole du dévoilement. Pour cela, il n'est guère besoin d'une langue d'État-nation, il n'est besoin que de grands poètes. Je sais qu'une telle démarche supposerait une conception où se tienne déconnectée la langue du pouvoir politique. Or, l'une des leçons de ce colloque fut de nous montrer combien le couple langue/politique est consubstantiel à la naissance de la nation moderne. Liée à la politique, la langue ne peut donc échapper à la volonté de puissance comme essence du politique et à sa mise en œuvre, c'est pourquoi la notion de langue contractuelle développée dans la communication de Sylvain Auroux me semble ressortir à cette pensée de l'idéalisme de rêve, au *whishful thinking*, propre à l'*Aufklärung*. Intention certes habitée d'une vision généreuse et authentiquement démocratique du monde, toutefois elle ne peut mettre un terme à l'essence de la langue dans la volonté politique, la puissance, ni mettre à l'écart l'essence d'une appartenance immémoriale qui, par-delà et en-deçà, se tient justement hors de la politique, dans le poétique.